

Document public



# Inventaire historique de sites industriels du département du Val-de-Marne (94) en 2005

Rapport final

BRGM/RP-54092-FR  
juillet 2006



STIIC



Document public

# Inventaire historique de sites industriels du département du Val-de-Marne (94) en 2005

Rapport final

BRGM/RP-54092-FR

juillet 2006

Étude réalisée dans le cadre des opérations de Service public du BRGM 2005 PSP03IDF41

**G. Faury**

Avec la collaboration de

**L. Faytre, Th. Robelin, M. Devaux, A. Margoum, B. Aramini, D. Guillon, S. Marouani, P. Enault, G. Frelat, A. Girandier, Ch. Mallard, A. Soulé**



## Vérificateur

Nom : L. CALLIER

Date :

## Approbateur

Nom : M. LE NIR

Date :

Le système de management de la qualité du BRGM est certifié AFAQ ISO 9001:2000.

**STIIC**



**Mots clés** : Sites industriels, Val-de-Marne, Ile-de-France, Inventaire historique, BASIAS, Base de données d'anciens sites industriels et des activités de service, Environnement.

En bibliographie, ce rapport sera cité de la façon suivante :

Faury G. *et al.* (2006) - Inventaire historique de sites industriels du département du Val-de-Marne (94) en 2005. Rapport final. BRGM/RP-54092-FR, 50 p., 12 fig., 5 tabl., 1 ann.

## Synthèse

Entrepris à la demande du ministère chargé de l'Écologie, l'inventaire historique des sites industriels du département du Val-de-Marne a été réalisé par le BRGM dans le cadre de sa mission de Service public.

Les cofinancements ont été apportés conjointement par l'Agence de l'eau Seine-Normandie, l'ADEME, le BRGM et l'IAURIF (contribution technique). D'autres organismes participent à ce projet tels que la préfecture du Val-de-Marne, le STIIC, le conseil régional d'Île-de-France, la DDASS. Le comité de pilotage encadre, sous l'égide de la DRIRE Île-de-France, le travail du BRGM, opérateur.

L'opération, commencée en 2003 par des recherches bibliographiques, a été poursuivie par d'autres investigations (compilations, consultations, ... ) jusqu'en décembre 2005. L'inventaire suit la méthode nationale publiée en 1996 par l'ADEME. Les informations acquises sont conservées dans la base de données BASIAS (Base des anciens sites industriels et activités de service).

Les fiches de sites sont renseignées par de nombreuses informations, réparties dans plus de 130 champs. La raison sociale et l'adresse, la succession des différentes activités sur un même lieu, les produits stockés ou fabriqués sont enregistrés ainsi que l'état d'activité des établissements ou les aménagements réalisés. D'autres informations, recherchées par le BRGM et l'IAURIF, notamment les coordonnées géographiques (X, Y en Lambert II étendu) et le contexte environnemental (milieu d'implantation, géologie, hydrogéologie, ..) complètent la base.

Dans le Val-de-Marne, les quarante-sept communes possèdent chacune des installations classées pour la protection de l'Environnement : 3 697 sites industriels regroupant 6 320 activités réparties entre 1815 et 2005, ont été recensés dans BASIAS. Sept communes (sur les 47) dépassent largement la centaine de sites et regroupent presque la moitié des sites recensés dans le département qui compte près de 1 227 000 habitants et qui occupe une superficie de 244 km<sup>2</sup>.

Dans le Val-de-Marne, les tâches suivantes ont été réalisées :

- recherches documentaires et dépouillement des dossiers des installations classées conservés aux Archives départementales, analyse des documents, saisie des données dans la base BASIAS,
- compilations de différentes sources, validation des données acquises, enquête de la préfecture auprès des mairies,
- localisation et recherche des coordonnées géographiques,
- recherche et instruction des critères environnementaux,
- validation, mise à disposition des données auprès de la Préfecture et des mairies et affichage sur Internet.



## Avertissement

Le recensement des sites industriels est basé sur diverses sources documentaires concernant essentiellement les installations classées dont les dossiers originaux de la Préfecture versés aux Archives départementales du Val-de-Marne.

Cette étude constitue une synthèse des données disponibles, complétée par une enquête auprès des mairies et une compilation des informations, afin de vérifier, entre autres, la localisation des sites et de connaître le type d'occupation actuel du site.

Selon les limites de la méthodologie, cet inventaire ne doit pas être considéré comme exhaustif. Les résultats sont valables au vu des documents consultés au moment de l'étude et sont sujets à évolution en fonction des mises à jour qui pourraient être envisagées ultérieurement.

Les informations relatives aux sites industriels recensés sont conservées dans BASIAS qui est la base nationale des anciens sites industriels et des activités de service. Cette base, gérée par le BRGM, a été déclarée à la CNIL (Commission Nationale sur l'Informatique et les Libertés) en septembre 1998.

***L'inscription d'un site dans BASIAS ne préjuge pas d'une pollution à son endroit.***



## Sommaire

<b>1. Introduction</b> .....	11
<b>2. La politique nationale de l'inventaire et le comité régional de pilotage du Val-de-Marne</b> .....	13
2.1. LA POLITIQUE NATIONALE DE L'INVENTAIRE DES SITES INDUSTRIELS	13
2.2. LES MEMBRES DU COMITÉ DE PILOTAGE DANS LE VAL-DE-MARNE .....	14
<b>3. Cadrage et méthodologie dans le Val-de-Marne</b> .....	15
<b>4. Sources documentaires et localisation des sites industriels</b> .....	19
4.1. DE NOMBREUSES SOURCES DOCUMENTAIRES .....	19
4.2. ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU VAL-DE-MARNE, LES SÉRIES M, S, W .....	19
4.3. DONNÉES DE LA PRÉFECTURE DU VAL-DE-MARNE ET DE LA DDE .....	20
4.4. ARCHIVES DÉPARTEMENTALES ET CNAM .....	21
4.5. BASOL, BASE DES SITES ET SOLS POLLUÉS DU VAL-DE-MARNE .....	22
4.6. DONNÉES DE L'AGENCE DE L'EAU SEINE-NORMANDIE, AVEC 350 SITES .....	22
4.7. LISTE DE 260 ÉTABLISSEMENTS CLASSÉS AUTORISÉS EN 1909, SUR LES 472 COMPILÉS PAR L'ASSOCIATION OGEE .....	22
4.8. FICHER DE LA DREIF AVEC 700 ÉTABLISSEMENTS .....	23
4.9. AFFICHES OU CARTES EGP (EDITIONS GÉOGRAPHIQUES PROFESSIONNELLES) AVEC 200 ÉTABLISSEMENTS .....	23
4.10. AUTRES SOURCES DOCUMENTAIRES .....	24
4.11. ENQUÊTE DE LA PRÉFECTURE ET VISITE TERRAIN .....	24
4.12. GÉORÉFÉRENCEMENT ET TRAVAUX RÉALISÉS PAR L'IAURIF .....	25
<b>5. Activités industrielles recensées dans le Val-de-Marne</b> .....	27
5.1. ÉTAT D'ACTIVITÉ DES 3 697 SITES .....	27



5.2. GROUPES D'ACTIVITÉ SEI .....	27
5.3. RÉPARTITION DES 3 697 SITES INDUSTRIELS PAR COMMUNE .....	28
5.4. RÉPARTITION THÉMATIQUE DES 6 320 ACTIVITÉS INDUSTRIELLES.....	30
<b>6. Contexte environnemental dans le Val-de-Marne .....</b>	<b>33</b>
6.1. CONTEXTE GÉOGRAPHIQUE .....	33
6.2. CONTEXTE GÉOLOGIQUE ET HYDROGÉOLOGIQUE.....	33
<b>7. Réaménagement des sites recensés dans le Val-de-Marne.....</b>	<b>37</b>
7.1. RÉAMÉNAGEMENT CONNU DE 804 ANCIENS SITES INDUSTRIELS.....	37
<b>8. Conclusion.....</b>	<b>39</b>
<b>9. Mise à disposition des données et liste des abréviations utilisées .....</b>	<b>41</b>
9.1. CONSULTATION DES DONNÉES : FICHES PAPIER ET INTERNET (HTTP://BASIAS.BRGM.FR).....	41
9.2. DIFFUSION DES DONNÉES AUX COFINANCEURS.....	41
9.3. LISTE DES ABRÉVIATIONS .....	41
<b>10. Sites Internet et bibliographie commentée .....</b>	<b>43</b>
10.1. SITES INTERNET.....	43
10.2. MÉTHODOLOGIE.....	43
10.3. INVENTAIRES DE SITES ET SOLS (POTENTIELLEMENT) POLLUÉS.....	44
10.4. CARTES, ATLAS ET ÉTUDES LOCALES .....	44
10.5. OUTILS ET DOCUMENTS UTILISÉS PAR L'IAURIF POUR LE GÉORÉFÉRENCIEMENT DES SITES BASIAS .....	45

## Liste des illustrations

Figure 1 - Réponses de 40 mairies du Val-de-Marne pour 3 394 sites BASIAS. ....	25
Figure 2 - Coordonnées géographiques de 3 330 sites obtenues par l'IAURIF.....	26
Figure 3 - État d'activité des 3 697 sites : activité terminée, état inconnu ou en activité. ....	27
Figure 4 - Répartition des sites BASIAS dans les trois groupes d'activités définis par le SEI....	28

Figure 5 -	Histogramme des 6 320 activités anciennes et actuelles du Val-de-Marne. ....	31
Figure 6 -	Val-de-Marne (Google Earth 2005). La Seine, le lac de Créteil, la boucle de la Marne avec les quais du port de Bonneuil et au sud-est, la forêt de Notre-Dame dans la Brie .....	32
Figure 7 -	Terrains aquifères et socle du Bassin parisien. <i>In</i> : Aquifères et eaux souterraines de France.....	32
Figure 8 -	Coupe hydrogéologique dans le Val-de-Marne : Calcaires de Saint Ouen, Calcaires de Champigny et Calcaires de Brie, <i>in</i> Mém. BRGM n° 98. ....	34
Figure 9 -	Coupe hydrogéologique dans le Bassin parisien, d'Orléans à Compiègne. Extrait de l'atlas des eaux souterraines de la France.....	35
Figure 10 -	Types de réaménagement connu sur 804 anciens sites industriels. ....	36
Figure 11 -	Principaux chiffres de l'inventaire de sites industriels dans le Val-de-Marne. ....	38
Figure 12 -	Départements de France inventoriés dans BASIAS et disponibles sous Internet ( <a href="http://basias.brgm.fr">http://basias.brgm.fr</a> ). ....	40

## Liste des tableaux

Tableau 1 -	Types d'activités recensées dans BASIAS et groupes définis par le SEI. ....	16
Tableau 2 -	Principaux champs de BASIAS et différents niveaux de relations. ....	17
Tableau 3 -	Nombre de communes du Val-de-Marne. ....	28
Tableau 4 -	Sites BASIAS du Val-de-Marne par ordre décroissant et sites cumulés.....	29
Tableau 5 -	Liste des abréviations. ....	42

## Liste des annexes

Annexe 1 -	Liste alphabétique des 47 communes du Val-de-Marne et nombre de sites BASIAS.....	47
------------	---	----



# 1. Introduction

Les pouvoirs publics, sensibilisés aux problèmes des sites ou sols pollués et à leurs conséquences, notamment en matière d'aménagement du territoire, ont engagé cet inventaire, afin de conserver la mémoire des activités humaines susceptibles de générer une pollution, afin de disposer d'un outil d'aide à la décision en matière d'aménagement du territoire et de protection des personnes.

Entrepris en 2003 à la demande du ministère chargé de l'Environnement, l'inventaire historique des sites industriels du département du Val-de-Marne a été réalisé par le BRGM, dans le cadre de sa mission de Service public.

Les financements ont été apportés par l'Agence de l'eau Seine-Normandie, l'ADEME, l'IAURIF et le BRGM. Sous l'égide de la DRIRE Ile-de-France, le comité de pilotage a suivi régulièrement les travaux effectués selon la méthode nationale publiée en 1996 par l'ADEME et a validé la base de données.

La démarche d'inventaire s'appuie, en grande partie, sur le dépouillement des dossiers des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) ou ceux relatifs aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes, souvent appelés dossiers « commodos-incommodos ».

Ce rapport a pour but de présenter les résultats de l'inventaire de sites industriels dans le département du Val-de-Marne. Il explicite le cadre national de ce projet, ainsi que l'organisation et les moyens employés pour réaliser ces travaux. Il précise les limites de la méthode et donne les résultats disponibles.

**Toutes les recherches ont été réalisées avec le souci d'obtenir la meilleure exhaustivité possible, compte tenu des limites de la méthode.**



## **2. La politique nationale de l'inventaire et le comité régional de pilotage du Val-de-Marne**

### **2.1. LA POLITIQUE NATIONALE DE L'INVENTAIRE DES SITES INDUSTRIELS**

La politique nationale en matière de gestion des sites et sols pollués est menée en référence au « Titre 1<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux installations classées » (Loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001). Les axes de cette politique sont précisés dans la circulaire ministérielle du 3 décembre 1993.

Cette circulaire pose les principes d'une gestion réaliste en ce domaine, laquelle doit conduire au traitement des sites reconnus pollués présentant des dangers pour l'homme et/ou son environnement. Le premier de ces principes consiste en la « recherche systématique et organisée des sites concernés, permettant une définition concertée des priorités d'intervention », d'où la réalisation de cet inventaire des sites industriels et activités de service, en activité ou non.

Les résultats de l'inventaire historique régional sont engrangés dans la base de données des anciens sites industriels et activités de service (BASIAS) dont la finalité est de conserver la mémoire de ces sites pour fournir des informations utiles à la planification urbanistique et à la protection de l'environnement. Cette base de données a aussi pour objectif d'aider, dans les limites des informations récoltées forcément non exhaustives, les notaires et les détenteurs des sites, actuels ou futurs, pour toutes transactions foncières.

Compte tenu des finalités de BASIAS, cette base a reçu un avis favorable de la Commission Nationale sur l'Informatique et les Libertés (CNIL) en septembre 1998.

La création de BASIAS et les principes de son utilisation sont définis dans l'arrêté ministériel du 10 décembre 1998 publié dans le Journal officiel (16 avril 1999), ainsi que dans deux circulaires ministérielles, en date du 26 avril 1999, adressées aux préfets et aux directeurs de DRIRE.

Depuis 1999, l'information est disponible gratuitement sur Internet à tout public qui peut télécharger les données et les cartes des départements déjà inventoriés :

**<http://basias.brgm.fr>**

## 2.2. LES MEMBRES DU COMITÉ DE PILOTAGE DANS LE VAL-DE-MARNE

L'inventaire historique régional des anciens sites industriels dans le département du Val-de-Marne a été effectué par le BRGM, à la demande du ministère chargé de l'Écologie, et sous le contrôle d'un comité de pilotage régional animé par la Direction Régionale de la Recherche de l'Industrie et de l'Environnement (DRIRE).

Ce comité rassemble les organismes financeurs, ainsi que d'autres organismes impliqués techniquement dans le projet.

L'inventaire historique régional est suivi par un comité de pilotage rassemblant les organismes suivants (par ordre alphabétique) :

- organismes financeurs :
  - ADEME (Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie),
  - AESN (Agence de l'Eau Seine-Normandie),
  - BRGM - Service Géologique Régional d'Île-de-France, opérateur,
  - IAURIF (Institut d'Aménagement Urbain de la Région Île-de-France), sous forme de prestations techniques ;
- animateur/Maître d'œuvre : DRIRE Île-de-France ;
- autres organismes, en particulier :
  - CNAM (Conservatoire National des Arts et Métiers),
  - Conseil Régional d'Île-de-France,
  - DREIF (Direction Régionale de l'Équipement d'Île-de-France),
  - STIIIC (Service Technique Interdépartemental des Installations Classées).

Plusieurs organismes et associations ont participé à l'opération en fournissant ou en facilitant l'accès à leurs données ou dans le cadre d'une sous-traitance :

- Archives départementales du Val-de-Marne,
- Association OGEE,
- Préfecture du Val-de-Marne.

Le rôle du comité de pilotage a été de définir les objectifs, le cadre et les particularités de l'étude, d'assurer le suivi administratif ou technique de l'opération et d'apporter son aide à l'opérateur tout au long de la réalisation de l'inventaire.

### 3. Cadrage et méthodologie dans le Val-de-Marne

Le comité de pilotage a défini, au cours de plusieurs réunions, le cadre de la réalisation des inventaires en Île-de-France. Le démarrage de l'inventaire des sites industriels du Val-de-Marne a été décidé le 10 septembre 2002 lors du comité de pilotage de cette étude.

La méthodologie suivie est celle décrite dans le guide de l'ADEME, publié en 1996 à la demande du ministère chargé de l'Environnement, « Inventaire historique d'anciens sites industriels », en l'adaptant aux demandes du comité de pilotage. Elle est complétée par les rapports BRGM « Suivi et méthode des inventaires historiques régionaux d'anciens sites industriels » et « Notice de l'application informatique BASIAS », cités en bibliographie.

Pour recueillir les diverses informations et constituer la base de données relatives aux sites industriels du Val-de-Marne, les tâches réalisées sont regroupées en cinq phases :

- **phase 1 : recherches documentaires et analyse des données ;**
- **phase 2 : début de la saisie et instruction des principaux champs de BASIAS ;**
- **phase 3 : compilation des données à engranger, localisation des sites ;**
- **phase 4 : géoréférencement des sites et instruction des critères environnementaux ;**
- **phase 5 : validation des données, mise à disposition et diffusion sur Internet.**

Comme pour les autres départements de l'Île-de-France, le comité de pilotage n'a pas jugé utile la réalisation des visites de sites, ni la mise en œuvre de la grille de sélection de BASIAS.

Les différentes phases d'étude réalisées pour le Val-de-Marne sont identiques à celles des départements des Yvelines, de l'Essonne, du Val d'Oise ou de Seine-Saint-Denis ainsi qu'à celles des départements en cours (Paris, Seine-et-Marne, Hauts-de-Seine).

Les types d'activités à recenser, identiques aux autres départements d'Île-de-France, sont présentés schématiquement dans le tableau 1. Un premier critère de sélection des sites est basé sur le groupe d'activité.

Les activités industrielles, réparties en trois groupes selon le Service de l'Environnement Industriel (SEI), sont détaillées dans un des lexiques de BASIAS, rassemblés dans la « Notice de l'application BASIAS » *op. cit.*



Types d'activités recensées dans Basias et les 3 groupes du SEI	
(Service de l'Environnement Industriel)	
<b>1<sup>er</sup> groupe SEI</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Anciennes décharges, récupération, élimination de déchets industriels,</li> <li>2. Productions et/ou stockages des industries suivantes : chimie, pétrochimie, carbochimie, pharmacie, phytosanitaires et pesticides, extraction et raffinage du pétrole, gazéification, cokéfaction et transformation de la houille,</li> <li>3. Dépôts d'hydrocarbures (&gt; 10 m<sup>3</sup>) et stations services,</li> <li>4. Métallurgie, fonderie. Sidérurgie primaire. Traitement de surface,</li> <li>5. Activités de la cristallerie et de la céramique. Activités d'ennoblissement textile, de tannerie,</li> <li>6. Activités de traitement de bois.</li> </ol>
<b>2<sup>ème</sup> groupe SEI</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>7. Centrales thermiques,</li> <li>8. Sidérurgie secondaire, transformation de l'acier,</li> <li>9. Industries mécaniques et ateliers d'entretien ou de maintenance.</li> </ol>
<b>3<sup>ème</sup> groupe SEI</b>	<p>(non retenu, sauf si présence d'un autre groupe SEI, 1 ou 2)</p> <p>Autres activités, par exemple : activités agricoles (exploitations agricoles), fonderie de suif (fabrique de bougies), carrières à ciel ouvert et mines ou carrières souterraines, carbonisation du bois (type forêt), appareil mobile de fabrication d'acétylène, entrepôt frigorifique non classé ou soumis à simple déclaration, travail du bois (menuiserie, ébénisterie, scierie), centrale à béton, sauf fabrication de produits préfabriqués, dépôt de charbon, ...</p>

Tableau 1 - Types d'activités recensées dans BASIAS et groupes définis par le SEI.

Seules, les activités des groupes 1 et 2 définis par le SEI sont répertoriées dans BASIAS. Cependant, celles du troisième groupe, considérées comme moins potentiellement polluantes que les précédentes, peuvent être présentes dans la base si elles permettent de préciser le contexte d'implantation des sites voisins ou de compléter l'historique du site.

Ces groupes d'activité sont définis par la circulaire du 3 avril 1996 du Service de l'Environnement Industriel (SEI) du ministère chargé de l'Environnement, relative à la réalisation de diagnostics initiaux et à l'évaluation simplifiée des risques sur les sites industriels en activité. Les dates d'activité des sites recensés, obtenues ou déduites des dossiers d'installations classées, se situent entre 1850 et 2003.

Les principaux champs de BASIAS et les différents niveaux de relation sont affichés dans le tableau 2.

BASIAS	TABLES	PRINCIPAUX CHAMPS
IDENTIFICATION	Sites	Raison sociale/ nom usuel/ siège social/ état de connaissance/ visites/commentaire
	Autres identifiants	Numéro/ organisme
	Modificateurs	Date/ nom du modificateur
LOCALISATION	Localisation	Adresse/ n° Insee/ coord. géographiques X, Y, alt./ N°, nom carte 1/ 50000 -1/8- commentaire
	Cartes	Noms cartes consult./ échelle/ an /présence
	Communes (Autres comm. concernées)	Commune(s) limitrophe(s) sur lesquelles empiète éventuellement le site
PROPRIÉTÉ	Propriété	Nombre
	Propriétaires	Dates de réf./ propriétaires/ exploitant
	Cadastre	Date/ échelle/ section/ numéro de parcelle
ACTIVITÉ	Activité (totale)	Date de début/ date de fin/ commentaires
	Historique de l'activité	Code(s) NAF/ date début-fin / importance décl., autorisat./ gr SEI/ autre info / Réf dossier
	Produits	Code(s) produit(s)/ quantité(s)
	Exploitants	Exploitant(s) successif(s)/ dates
	Accidents	Date accidents/ type d'accident/ type de pollution/ référence
UTILISATION	Utilisation projets	Surface/ code POS/ site réaménagé/ type de réaménagement/ sensible (O, N,?)/ site en friche/ projet réaménagement/ maître ouvr./ projet sensible (oui/non/ ?) commentaire
	Utilisateur(s)	Nom(s)/ type(s)/ statut(s) utilisateur(s)
ENVIRONNEMENT	Environnement	Milieu implantation/ captage AEP / réf. distance / position/ périmètre protection/ substratum/ form. superficielle/ type aquifère/ prof. Nappe
	Zones contraintes	Paysage/distance/commentaire
BIBLIOGRAPHIE	Bibliographie	Sources d'informations/ autres sources/ données complémentaires
SYNTHÈSE	Synthèse	Champ libre
TRI	Classe de sélection	Activité(sei)/codeNAF(sél.)/ note sensibilité -vulnérabilité/ note réaménagement./ classe
ÉTUDE / ACTION	Etudes et actions	Etudes / diagnostic initial/ évaluat. risques/ hiérarchisat. / diagnostic approfondi/ traitement

Tableau 2 - Principaux champs de BASIAS et différents niveaux de relations.



## 4. Sources documentaires et localisation des sites industriels

### 4.1. DE NOMBREUSES SOURCES DOCUMENTAIRES

Les recherches documentaires, l'analyse des données d'archives et la compilation de différents dossiers ou fichiers ont fourni 3 697 sites qui sont répartis sur l'ensemble du département du Val-de-Marne.

Les dossiers des installations classées (déclaration ou demande d'autorisation) sont déposés par les industriels à la Préfecture. Ensuite, les dossiers peuvent, souvent après cessation d'activité, être versés aux Archives départementales où ils sont facilement identifiables grâce à leur cote bibliographique.

Les diverses références bibliographiques utilisées sont citées pour chaque activité dans chacune des fiches de sites.

En plus des dossiers originaux des installations classées, de nombreuses autres sources comme les fichiers numériques de la Préfecture, le fichier du CNAM, le fichier BASOL, le fichier des redevables de l'Agence de l'eau, le fichier des établissements autorisés en 1909, le fichier de la DREIF, les affiches publicitaires EGP, l'enquête auprès des mairies et les travaux de l'IAURIF (géoréférencement ,...) apportent beaucoup d'autres informations complémentaires.

### 4.2. ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU VAL-DE-MARNE, LES SÉRIES M, S, W

Les dossiers de la Préfecture, installations classées, établissements dangereux, insalubres ou incommodes, versés aux Archives départementales, ont été consultés par le BRGM. Les séries, M, S ou W s'étendent sur la période 1861-2003 ; la plupart des boîtes de dossiers se rapportent à des époques longues et comprennent les différentes activités rencontrées, sans sélection particulière.

Les travaux de dépouillement de ces séries ont été facilités grâce à l'excellente coopération du personnel des Archives départementales du Val-de-Marne qui, en outre, nous a permis d'accéder à leurs propres documents de travail (listings, fichier Texto, ...).

**Série 5M 1 à 312, période 1863–1985.** La série 5 M, Santé et hygiène publique, qui correspond à des fonds de la préfecture des anciens départements de la Seine et de la Seine-et-Oise, avait été consultée presque totalement et mise en base de données (Texto) par les archivistes.

Il a donc été possible d'utiliser d'une part ce fichier Texto du 5 M 1 à 52, période 1880 à 1940 et d'autre part les photocopies de la base de données du 5 M 53 à 276, période 1863 à 1985. Un test a permis de vérifier que toutes les informations nécessaires à BASIAS avaient bien été sélectionnées dans les dossiers originaux et récupérées dans la base Texto. Pour terminer cette série, le BRGM a consulté les dossiers non traités par les archivistes : cotes 5M 277 à 312, période 1865 à 1985.

La série 5M 1-312 a été exploitée et saisie dans BASIAS. Pour mémoire, sur 1160 références d'activités du fichier 5M1-52, appartenant aux trois groupes SEI, il existe 495 dépôts de liquides inflammables (DLI), de capacité inconnue, généralement inférieure à la limite des 10 mètres cubes. Finalement, la compilation et la saisie de ces DLI ont été stoppées pour éviter d'alourdir inutilement la base. En effet, on suppose que les dépôts conséquents et pérennes ont été, grâce aux nombreuses autres sources complémentaires, repérés et saisis. Cependant, en cas de besoin de vérification ultérieure, ces dépôts DLI, regroupés dans le fichier (AD94\_5M1-52\_DLI\_etc.) restent facilement disponibles.

**Série DM5, période 1796 à 1870.** Cette série, provenant des archives de l'ancien département de la Seine, comprend 236 dossiers d'établissements, rangés dans 11 boîtes qui représentent 1,5 mètre linéaire. Cela correspond à 86 sites BASIAS, groupe SEI 1 ou 2.

**Série 1S384, période 1894 à 1964.** Cette série très riche, contenue en une seule boîte, a fourni ou complété près de 250 sites BASIAS.

**Série W, période 1861 à 2003.** Cette série a fourni ou complété plus de 1 900 sites, extraits des dossiers suivants :

- 2081 W 1-10, versement en 1992, période comprise entre 1861 et 1991 ;
- 2190 W 1-40, versement en 1994, période comprise entre 1898 et 1994 ;
- 2295 W 1-118, versement en 1994, période comprise entre 1858 et 1994 ;
- 2431 W 1-67, versement en 1998, période comprise entre 1895 et 1998 ;
- 2752 W 1-22, versement en 2004, période comprise entre 1935 et 2003.

**Série 1847W5, période 1947 à 1967.** Ces dossiers concernant les établissements classés, issus du fonds du Commissariat de Police de Villeneuve-Saint-Georges, qui comportent des demandes d'autorisation, des déclarations, des listes de synthèse, etc., concernent Choisy-le-Roi, Thiais, Chevilly-Larue, Fresnes, Orly et Rungis.

#### **4.3. DONNÉES DE LA PRÉFECTURE DU VAL-DE-MARNE ET DE LA DDE**

À la préfecture, outre un fichier manuel, le service des installations classées utilise en 2003 un fichier ACCESS des autorisations et déclarations.

Ce fichier numérique, transmis en décembre 2002 pour l'inventaire BASIAS, contient des installations qui sont généralement en activité ; il comporte le nom de l'établissement, son adresse, le type d'activité de cinq cent installations autorisées et

de 2 200 installations déclarées ainsi qu'un numéro de dossier d'installation classée, repris dans BASIAS (Identifiant).

Ce fichier signale des établissements à partir de 1945 environ, date approximative, car en l'absence de champs « *date* » prévus, les dates d'activité ne sont pas signalées.

Dans la mesure du possible, ce fichier, sans date de début ou de fin d'activité, a été compilé avec les données issues de la liste des établissements classés de 1909, les données BASOL, les redevables de l'Agence de l'eau (AESN) en 1992 ou 2000 et le fichier de la DREIF (Direction Régionale de l'Équipement d'Île-de-France).

Pour mémoire, la DDE (Direction Départementale de l'Équipement) avait envisagé en 2001 de réaliser, à partir du fichier numérique de la Préfecture, un projet de système d'information géographique sur les risques majeurs du Val-de-Marne. D'après nos informations en mars 2003, auprès du service de l'Aménagement et prospective urbanistique de la DDE, il ne leur a pas été possible de réaliser le géocodage.

Le géoréférencement des sites industriels a donc été réalisé ultérieurement par l'IAURIF dans le cadre du projet BASIAS Val-de-Marne.

#### **4.4. ARCHIVES DÉPARTEMENTALES ET CNAM**

Par ailleurs, un fichier (format Excel) a été réalisé au CNAM (Conservatoire National des Arts et Métiers, Centre d'Histoire des Techniques) par Corinne Derrien, pour la préparation d'une thèse, finalement interrompue en 2002. Il concerne 12 communes du Val-de-Marne (Arcueil, Bonneuil-sur-Marne, Cachan, Choisy-le-Roi, Créteil, Gentilly, Ivry-sur-Seine, Le Kremlin-Bicêtre, Valenton, Villejuif, Villeneuve-Saint-Georges, Vitry-sur-Seine). Ce fichier comprend essentiellement les informations recueillies lors de la consultation de la série 5M des Archives départementales et celle des monographies communales concernées : « *Etat des communes à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, ...* ».

Cité en bibliographie, l'ouvrage « L'évolution de la géographie industrielle de Paris et ... », a été édité par le CNAM-CDHT en 1976.

Au total, 570 activités industrielles des trois groupes SEI sont consignées dans le fichier du CNAM qui indique assez souvent quel est l'effectif travaillant dans l'établissement à une date donnée, ce qui permet de distinguer les manufactures des petits ateliers.

Finalement, environ 250 activités des deux premiers groupes SEI ont donc été intégrées dans BASIAS, avec la mention «CNAM / C. Derrien 2002 » sans tenir compte des données de la série 5M que nous avons déjà répertoriées à partir des dossiers originaux.

#### **4.5. BASOL, BASE DES SITES ET SOLS POLLUÉS DU VAL-DE-MARNE**

Dans le Val-de-Marne, les 40 sites répertoriés en 2005, dans BASOL, base des sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) appelant une action de l'administration à titre préventif ou curatif, ont été saisis dans BASIAS avec leurs principales caractéristiques, en complément des informations trouvées par ailleurs, avec dans le champ « IDENTIFIANT » le numéro BASOL.

La mention : *voir la mise à jour sur le site Internet BASOL est notée dans le champ « SYNTHÈSE HISTORIQUE »*

#### **4.6. DONNÉES DE L'AGENCE DE L'EAU SEINE-NORMANDIE, AVEC 350 SITES**

L'Agence de l'eau est un établissement public de l'État à caractère administratif qui fixe les objectifs à atteindre, le montant des aides à apporter et les redevances à recouvrer dans chaque bassin. À cause de rejets polluant les eaux superficielles ou souterraines, certains établissements industriels font l'objet d'une surveillance particulière et doivent payer une redevance à l'Agence de l'eau.

Deux listes d'établissements, 287 redevables en 1992 et 222 en 2000, ont été communiquées, suite à l'accord du comité de pilotage du 11 mars 2003.

Finalement, les données de 350 sites surveillés et en activité en 1992 et/ou en 2000, ont été saisis dans BASIAS. Il est possible de les extraire, à partir des champs IDENTIFIANTS / ORGANISMES (AESN) ou IDENTIFIANTS / NUMERO (R\*).

#### **4.7. LISTE DE 260 ÉTABLISSEMENTS CLASSÉS AUTORISÉS EN 1909, SUR LES 472 COMPILÉS PAR L'ASSOCIATION OGEE**

Les établissements, répertoriés dans la « *Liste des établissements classés autorisés* », en activité en 1909 dans le département de la Seine, ont été compilés par l'association OGEE. Un fichier Access, concernant 472 sites de l'actuel Val-de-Marne, a été extrait par le STIIC, puis communiqué au BRGM en mars 2003.

Les dates des autorisations antérieures accordées aux établissements encore en activité en 1909, sont connues et peuvent remonter à 1842. Le fichier de cette base de données relationnelles est constitué d'une table unique, intitulée « ENTREPRISES ». Les principaux champs concernent l'autorisation, l'activité, la commune et l'adresse,

Dans le champ « Autorisation », sont notés la date complète de l'autorisation, le type d'activité de l'établissement et sa classe ainsi que la mention « 1909 : en activité ». Les dates d'autorisations antérieures, accordées aux établissements encore en activité en 1909, sont connues et peuvent remonter à 1842.

Le nom de l'exploitant ou la raison sociale, absent dans le document original, manque ici également.

Un champ « Date de fin » indique arbitrairement 1909 pour tous les sites. Finalement, en attendant de pouvoir préciser cette date, on a décidé pour faciliter les tris dans BASIAS de noter à *Fin d'activité* : 31 décembre 1909 ».

Ce fichier répertorie 26 communes du Val-de-Marne qui comptent 472 établissements ou sites dans lesquels est installée au moins une activité, considérée comme gênante pour le voisinage en 1909. Ce sont, par exemple, les sites des abattoirs, des buanderies, des chaudronneries, des corroieries, des fabriques de divers produits, des fonderies, etc. Certaines activités, du groupe 3 SEI, non retenu pour l'inventaire des sites industriels en Île-de-France, ne seront donc pas prises en compte.

Ainsi, après élimination par exemple, des tueries de volailles, des dépôts de chiffons, des scieries mécaniques, ..., ce fichier donne 266 sites industriels en activité en 1909 appartenant aux groupes 1 et 2 du SEI.

Plus de la moitié de ces établissements inscrits dans BASIAS (137/266) ont commencé à fonctionner avant 1900.

#### **4.8. FICHER DE LA DREIF AVEC 700 ÉTABLISSEMENTS**

Communiqué en 2003 par la DREIF (Cl. Cottour), ce fichier qui contient 711 installations connues entre 1872 et 2002, a donné des informations sur 688 établissements dont 393 nouveaux sites BASIAS.

Les principales informations (raison sociale, adresse, activités, dates, références bibliographiques) ont permis de mettre à jour ou compléter BASIAS.

De plus, les coordonnées géographiques de 316 sites ont été inscrites dans BASIAS.

Un libellé général « Dépôts de papier, carton... » ou bien « Stockage de matières, produits, substances combustibles...supérieur à 500 tonnes » a été saisi avec le code NAF Z1, puis si nécessaire, avec la mention de quantité et le code produit « D ».

#### **4.9. AFFICHES OU CARTES EGP (ÉDITIONS GÉOGRAPHIQUES PROFESSIONNELLES) AVEC 200 ÉTABLISSEMENTS**

Des affiches publicitaires des Éditions Géographiques Professionnelles (ou cartes EGP), publiées entre 1934 et 1947 présentent différents thèmes d'activités industrielles (brasseries, chantiers navals, chimie, fonderie, pétrole, plastique, etc.) sur une carte de France à l'échelle de 1/ 2 000 000.

Au verso de l'affiche, classées par département, sont imprimées différentes informations telles que l'adresse des usines, le siège social et certaines précisions sur l'activité exercée (production, stockage, ...).

Le CNAM qui a réalisé un inventaire des sites EGP en France, a communiqué au BRGM le fichier correspondant au Val-de-Marne. Ce fichier s'est révélé difficilement



utilisable à cause de l'absence de dates de référence. Il a donc fallu retourner aux documents disponibles au BRGM, datés de 1934 à 1947.

Les 30 cartes (photocopies et scans) ont permis pour le Val-de-Marne, d'obtenir des informations sur 200 établissements industriels (groupe SEI 1 et 2) dont 120 sites non encore connus dans BASIAS.

#### **4.10. AUTRES SOURCES DOCUMENTAIRES**

Par ailleurs, un volume de 175 pages dactylographiées des éditions OGEE, datant de 1996, « *Références documentaires sur les activités industrielles (XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles) exercées en Yvelines, Essonne, Val d'Oise* », répertorie les documents susceptibles de s'intéresser aux sites industriels de l'ancienne Seine-et-Oise et de la région parisienne.

Cet ouvrage renferme pour le Val-de-Marne des références bibliographiques qui pourraient être recherchées et compilées avec les données de BASIAS.

Apparemment et contrairement à d'autres départements, il ne semble pas (information orale, Th. Baig, ADEME, juin 2003) y avoir eu d'inventaire de décharges.

D'autres sources (comme les bases de données des Pages Jaunes, Euridil...) ont été utilisées et citées dans les références bibliographiques.

Le chapitre « Sites Internet et bibliographie commentée » à la fin de ce rapport contient un certain nombre de références documentaires utilisées ou éventuellement à consulter ultérieurement.

#### **4.11. ENQUÊTE DE LA PRÉFECTURE ET VISITE TERRAIN**

Pour vérifier et actualiser les informations documentaires recueillies, une enquête de la Préfecture a été réalisée par courrier envoyé (01/04/2005) aux 47 mairies du Val-de-Marne. Ce dossier d'enquête comporte les explications nécessaires ainsi qu'un tableau faisant apparaître pour chaque commune, les principales informations recueillies sur chaque site ainsi que les lacunes. Un modèle de fiche de description a été joint pour inscrire les sites « oubliés », car non répertoriés dans BASIAS ou les archives.

De plus, des consultations sur place dans les mairies de Vitry, Thiais, Orly, Créteil, Bonneuil-sur-Marne, Ivry ont permis avec l'équipe de ces différents services, d'approfondir les recherches et d'accélérer le retour d'enquête. Des visites sur le terrain à Vitry, Thiais, Orly et Créteil, ont précisé la localisation et l'état d'occupation de 213 sites.

Les dossiers de réponses (croquis, cartes de localisation, les plans de ville ou d'aménagement ont été communiqués à l'IAURIF pour faciliter le géoréférencement.

En décembre 2005, finalement 40 communes sur les 47 du département avaient répondu et validé les neuf dixièmes des sites (3 394/3 697) répertoriés à cette date dans Basias (fig. 1).

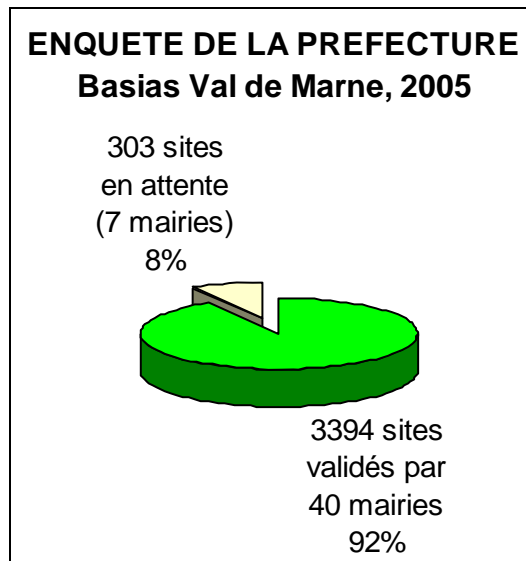


Figure 1 - Réponses de 40 mairies du Val-de-Marne pour 3 394 sites BASIAS.

Avec le champ « Date de consultation » de BASIAS, il est possible au consultant de la base, de connaître les communes qui ont effectivement répondu à l'enquête. L'origine de l'information nouvelle ou modifiée est indiquée dans « Référence du dossier / D'après l'enquête de la Préfecture (01/04/2005) .... » ou bien dans l'un ou l'autre champ « Commentaire » approprié.

#### 4.12. GÉORÉFÉRENCIEMENT ET TRAVAUX RÉALISÉS PAR L'IAURIF

À partir des différentes sources citées précédemment, le BRGM a commencé à rechercher les sites industriels répondant aux critères définis par le comité de pilotage. Ensuite, l'IAURIF (Institut d'Aménagement Urbain de la Région Île-de-France) a participé à l'inventaire en y apportant des renseignements complémentaires (coordonnées géographiques X et Y des sites ou géoréférencement en Lambert II étendu ainsi que certains critères d'environnement).

Entre juin et octobre 2005, le BRGM a transmis à l'IAURIF les fichiers Access (et Excel) correspondant à plus de 3 600 sites recensés ainsi que les dossiers papier des archives, les réponses de l'enquête de la préfecture auprès des mairies, les plans disponibles des localités avec, dans la mesure du possible, les installations repérées.

À l'IAURIF, L. Faytre et T. Robelin ont vérifié les localisations des sites, puis recherché les coordonnées géographiques des sites à l'aide de différents outils.

Ensuite, les sites géoréférencés ont été comparés, à partir de différents systèmes d'information utilisés par l'IAURIF, pour extraire les renseignements propres à différentes thématiques environnementales concernant notamment le milieu d'implantation (urbain, rural, ...), les contraintes (site classé, lac, zone inondable, cours d'eau, ...).

Ces informations (fichier shp) ont été transmises le 20 février 2006 au BRGM.

Les coordonnées géographiques X et Y ont pu être données par l'IAURIF pour 3 334 sites alors que les autres sites créés et les quelques fiches redondantes compilées, se sont finalement équilibrés à 3 330 sites géoréférencés dans BASIAS.

Le taux de géoréférencement (fig. 2) atteint donc 90 %. Les niveaux de précision des coordonnées géographiques ont pu être ajoutés dans le nouveau champ de BASIAS, version 3.

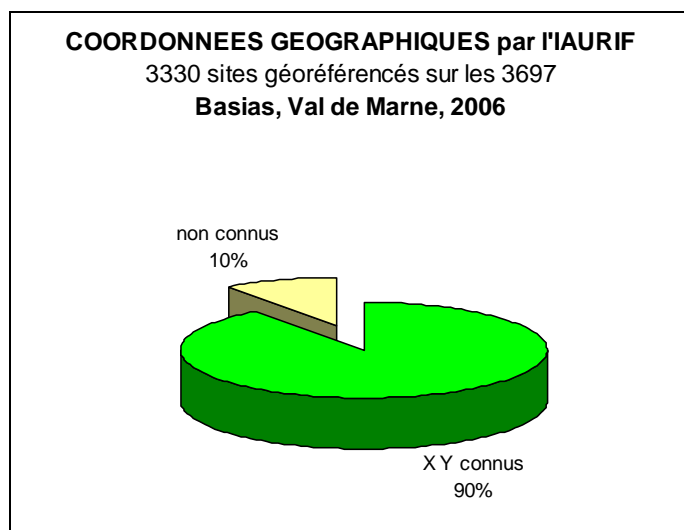


Figure 2 - Coordonnées géographiques de 3 330 sites obtenues par l'IAURIF.

Dans BASIAS, les informations apportées par l'IAURIF sont signalées dans les rubriques bibliographiques ou commentaires appropriés (IAURIF, 2005).

## 5. Activités industrielles recensées dans le Val-de-Marne

Après avoir terminé le dépouillement des dossiers d'archives, il est difficile de savoir si l'établissement fonctionne encore ou s'il a changé de type d'activité. Pour compléter les informations acquises, les investigations (compilations, enquête, ...) ont été poursuivies, ce qui a permis d'obtenir les résultats présentés ci-dessous.

### 5.1. ÉTAT D'ACTIVITÉ DES 3 697 SITES

Dans certains cas, l'enquête de la Préfecture auprès des mairies et quelques visites de terrain a permis de préciser l'état d'activité du site. Les Pages jaunes ont également été consultées.

Pendant une période s'étendant de 1815 à 2005, sur les 3 697 sites recensés, on note que (fig. 4) :

- l'activité est terminée pour plus de la moitié d'entre eux (1 932 sites),
- l'état d'activité actuel n'est pas connu pour 862 sites et devrait être recherché pour mieux apprécier l'éventuelle disponibilité des terrains,
- près d'un quart des sites (903) est actuellement connu être en activité.

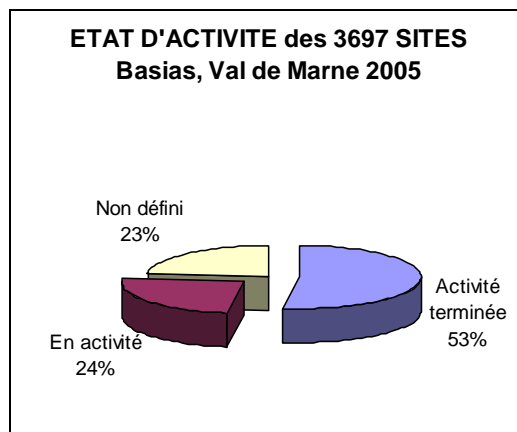


Figure 3 - État d'activité des 3 697 sites : activité terminée, état inconnu ou en activité.

### 5.2. GROUPES D'ACTIVITÉ SEI

Les corrélations entre les activités industrielles ou activités de service et les groupes d'activités définis par le Service Environnement Industriel (SEI) ont été schématiquement présentées dans le tableau 1.

Dans un inventaire historique évoluant sur plusieurs dizaines d'années, ce nouveau regroupement permet de s'affranchir non seulement du poids d'une étiquette variable (une même activité, soumise tantôt à autorisation ou à déclaration), mais aussi des différentes distributions de classe proposées dans les diverses nomenclatures depuis deux siècles. En effet, des activités que l'on croyait autrefois inoffensives, s'avèrent avec de nouvelles connaissances scientifiques, être dangereuses et vice versa.

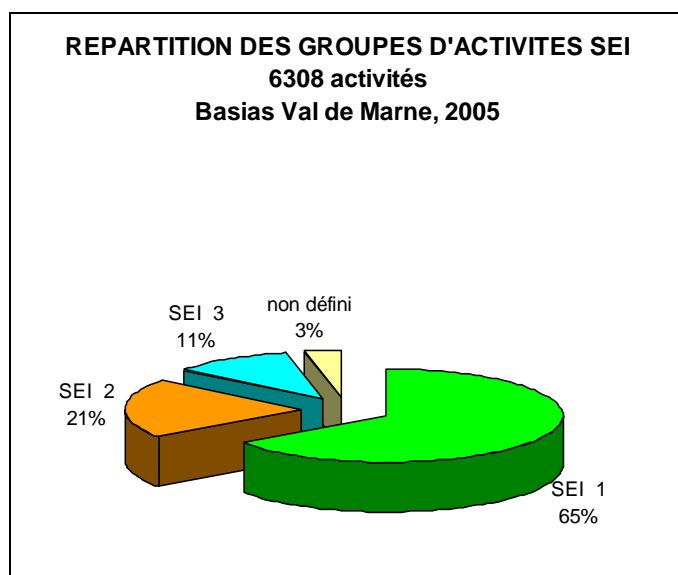


Figure 4 - Répartition des sites BASIAS dans les trois groupes d'activités définis par le SEI.

Dans le Val-de-Marne, les deux tiers des activités inventoriées dans BASIAS (4 099 sur 6 308) appartiennent au groupe 1 du SEI. Consignées d'une manière trop générale, faute d'informations plus précises, quelque 214 activités (3 %) recensées n'ont pas pu être rattachées à un des groupes définis par le SEI (fig. 4).

### 5.3. RÉPARTITION DES 3 697 SITES INDUSTRIELS PAR COMMUNE

Toutes les 47 communes du Val-de-Marne ont au moins une activité de service ou un site industriel, en activité ou non, répertorié dans BASIAS (tabl. 3). La liste des communes et leur nombre de sites recensés, en activité ou non, classée par nombre décroissant des sites est affichée dans le **tableau 4**. La liste des communes, classées par ordre alphabétique (INSEE) est présentée dans l'**annexe 1**.

ÎLE-DE-FRANCE SITES INDUSTRIELS – Dates extrêmes : 1815-2005			
VAL-de-MARNE	Communes	Communes avec sites	Sites recensés
Nombre	47	47	<b>3 697</b>

Tableau 3 - Nombre de communes du Val-de-Marne.

<b>Nb sites</b> 3697	<b>Commune</b>	<b>CUMUL</b>
623	IVRY-SUR-SEINE	623
302	VITRY-SUR-SEINE	925
257	GENTILLY	1182
190	ALFORTVILLE	1372
157	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	1529
132	VINCENNES	1661
129	CHOISY-LE-ROI	1790
99	CRETEIL	1889
99	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	1988
95	THIAIS	2083
94	MAISONS-ALFORT	2177
90	CHARENTON-LE-PONT	2267
86	ARCUEIL	2353
84	BONNEUIL-SUR-MARNE	2437
81	NOGENT-SUR-MARNE	2518
80	JOINVILLE-LE-PONT	2598
79	LE KREMLIN-BICETRE	2677
76	VILLIERS-SUR-MARNE	2753
72	RUNGIS	2825
72	FONTENAY-SOUS-BOIS	2897
69	VILLEJUIF	2966
68	ORLY	3034
66	VILLENEUVE-LE-ROI	3100
60	VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	3160
53	CHEVILLY-LARUE	3213
48	LIMEIL-BREVANNES	3261
40	LE PLESSIS-TREVISE	3301
39	L'HAY-LES-ROSES	3340
37	SUCY-EN-BRIE	3377
30	CHENNEVIERES-SUR-MARNE	3407
30	CACHAN	3437
30	FRESNES	3467
27	LE PERREUX-SUR-MARNE	3494
26	SAINT-MANDE	3520
25	BRY-SUR-MARNE	3545
24	SAINT-MAURICE	3569
24	VALENTON	3593
21	BOISSY-SAINT-LEGER	3614
17	ORMESSON-SUR-MARNE	3631
12	LA QUEUE-EN-BRIE	3643
11	SANTENY	3654
11	PERIGNY	3665
10	VILLECRESNES	3675
8	ABLON-SUR-SEINE	3683
7	MANDRES-LES-ROSES	3690
4	NOISEAU	3694
3	MAROLLES-EN-BRIE	3697

Tableau 4 - Sites BASIAS du Val-de-Marne par ordre décroissant et sites cumulés.

Quatre communes. Ivry (623 sites), Vitry (285), Gentilly (257) et Alfortville (147) représentent le tiers des sites BASIAS. Sept communes regroupent la moitié des sites recensés et quatorze communes sur les 47 représentent les deux tiers de l'inventaire. Dix-huit communes représentent les trois quarts des sites (tabl. 4).

#### **5.4. RÉPARTITION THÉMATIQUE DES 6 320 ACTIVITÉS INDUSTRIELLES**

Les principaux secteurs d'activité, retenus dans le lexique de la nomenclature des activités françaises ou code NAF, sont représentés dans le département du Val-de-Marne. Parmi les 3 697 sites recensés en activité ou non, 6 320 activités (ou bien installations) ont été dénombrées.

Une proposition de la répartition des différents types d'activités, classées selon la Nomenclature des Activités Françaises (code NAF), apparaît dans la figure 5.

Les divers modes de stockage, Z d'après le code NAF général, restent individualisés pour mieux distinguer les diverses catégories : dépôts de liquides inflammables en Z3 (sur 891 sites) ou de produits chimiques en Z1 (401 sites) et dépôts de charbon ou de gaz en Z2-Z7. De même, les services collectifs, O d'après le code NAF général, sont répartis en O93 (250 sites) pour les teintureries ou blanchisseries, puis en O90 pour les décharges, la gestion des déchets ou l'assainissement.

D'après la figure 5, les activités les plus nombreuses concernent le travail des métaux, y compris les traitements de surface, avec 913 installations ou 14 % du total, les dépôts de liquides inflammables (891 Z3 ou 14,1 %), les garages ou ateliers de réparations et les stations-service (987 ou 15 %) de toutes les installations recensées en activité ou non).

L'industrie chimique en général, les caoutchoucs et plastiques ainsi que le stockage de produits chimiques donnent 1 265 installations, soit 20 %.

Finalement, les deux tiers des activités recensées sont représentées par l'industrie chimique (20 %), le travail des métaux et le traitement de surface (14 %) ainsi que les dépôts de liquides inflammables, les garages et les stations-service.

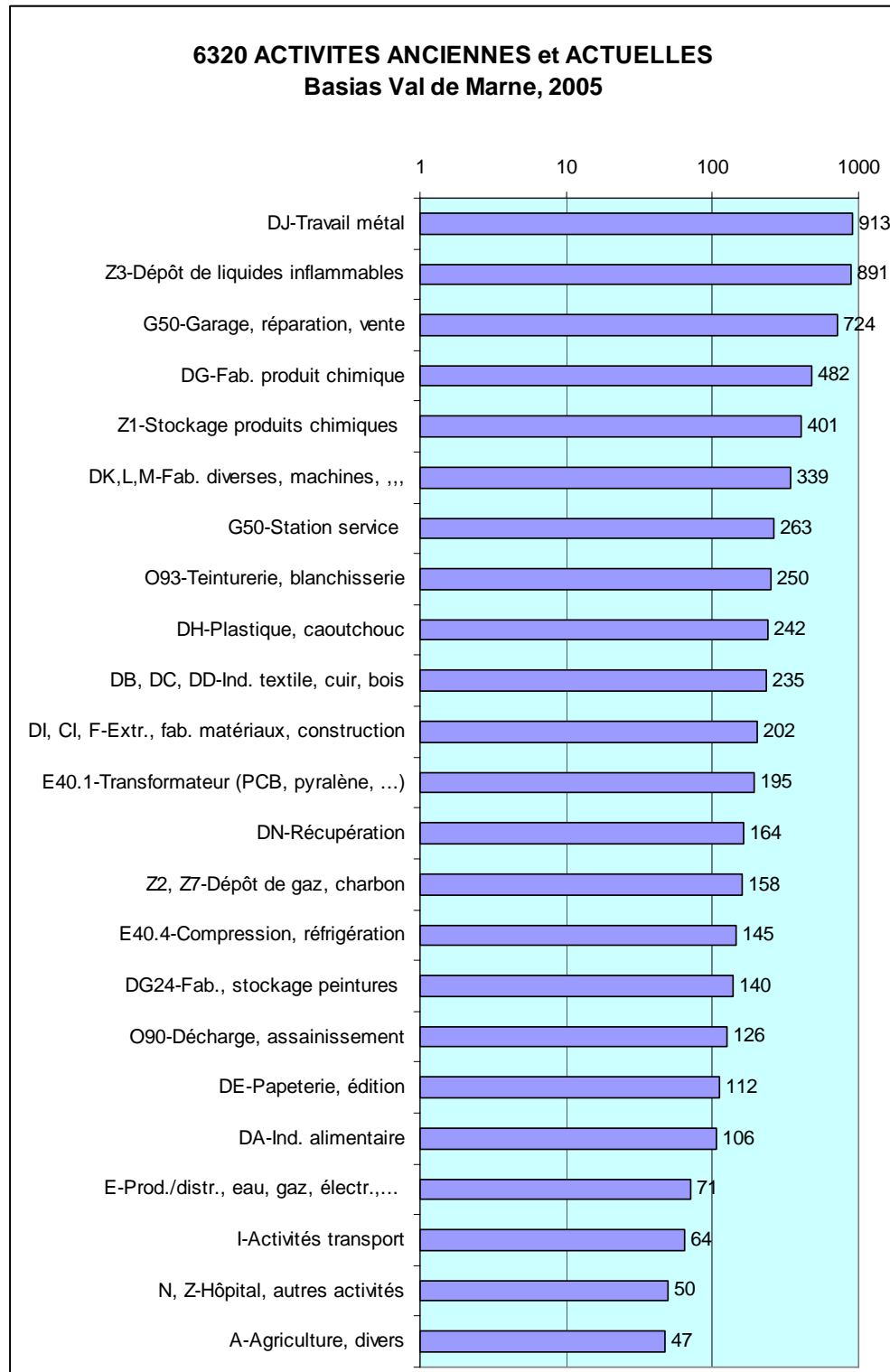


Figure 5 - Histogramme des 6 320 activités anciennes et actuelles du Val-de-Marne.





Figure 6 –Val-de-Marne (Google Earth, 2005). La Seine, le lac de Créteil, la boucle de la Marne avec les quais du port de Bonneuil et au sud-est, la forêt de Notre-Dame dans la Brie.

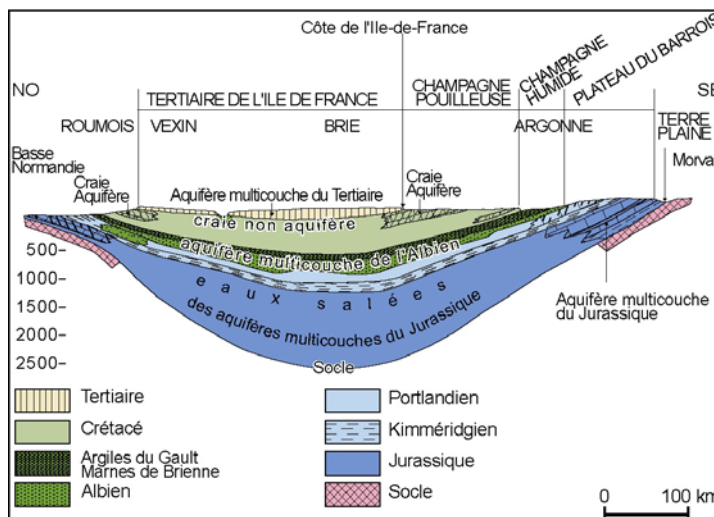


Figure 7 - Terrains aquifères et socle du Bassin parisien.  
In : Aquifères et eaux souterraines de France.

## 6. Contexte environnemental dans le Val-de-Marne

### 6.1. CONTEXTE GÉOGRAPHIQUE

Situé en région d'Île-de-France au sud-est de Paris et dans la Petite couronne, le Val-de-Marne a pour voisins les départements de Paris, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, puis dans la Grande couronne, Essonne et Seine-et-Marne.

Créé en 1964, avec Créteil comme préfecture, le département du Val-de-Marne, très urbanisé, comprend 47 communes et compte 1 227 000 habitants concentrés sur 244 km<sup>2</sup> ce qui représente une forte densité de population (5 005 hab./km<sup>2</sup>, INSEE 1999).

Le paysage est constitué d'un plateau sédimentaire entaillé par une belle plaine alluviale, due à la confluence de deux grandes voies d'eau : d'une part, la Seine qui reçoit l'Yerres grossie du Réveillon et, d'autre part, la Marne où converge le Mortbras. La Bièvre qui traversait du sud au nord la partie ouest du département, coule dans une canalisation souterraine.

Le point culminant est à 126 m sur le plateau de Villejuif.

### 6.2. CONTEXTE GÉOLOGIQUE ET HYDROGÉOLOGIQUE

Au sein du Bassin parisien et au-dessus du socle (fig. 7), le Val-de-Marne est installé sur différents terrains sédimentaires dont les plus anciens affleurements sont datés du Tertiaire (Eocène supérieur, il y a environ 60 millions d'années) et du Quaternaire (Actuel).

Les terrains tertiaires éocènes commencent avec les marnes et caillasses du Lutétien (Vincennes), puis les « Calcaires de Saint-Ouen » et les marnes (Mont-Mesly à Créteil ou à Gentilly), viennent ensuite les « calcaires de Brie » à Orly, Villejuif, Fontenay, Champigny, Boissy, ... surmontés par les lambeaux des « Sables et grès de Fontainebleau ». Plus récents, les terrains du Quaternaire comprennent les limons des plateaux (loess de Villejuif, ...) et les alluvions (sables et graviers) des cours d'eau.

La géologie régionale a été cartographiée à diverses époques sur plusieurs cartes géologiques avec des échelles variées. Cependant, une synthèse des connaissances, réalisée en 2004, permet d'obtenir une carte géologique, numérique, homogène et harmonisée sur toute la région Île-de-France, à 1/50 000. Ces données, utilisées pour le Val-de-Marne, ont été codées pour correspondre au lexique de BASIAS.

Tous ces terrains (calcaires, sables, grès, gypse...) constituent un ensemble de roches plutôt perméables et poreuses qui contiennent des aquifères, séparés par des niveaux moins perméables (marnes, limons, argiles) schématisés dans la figure 8.

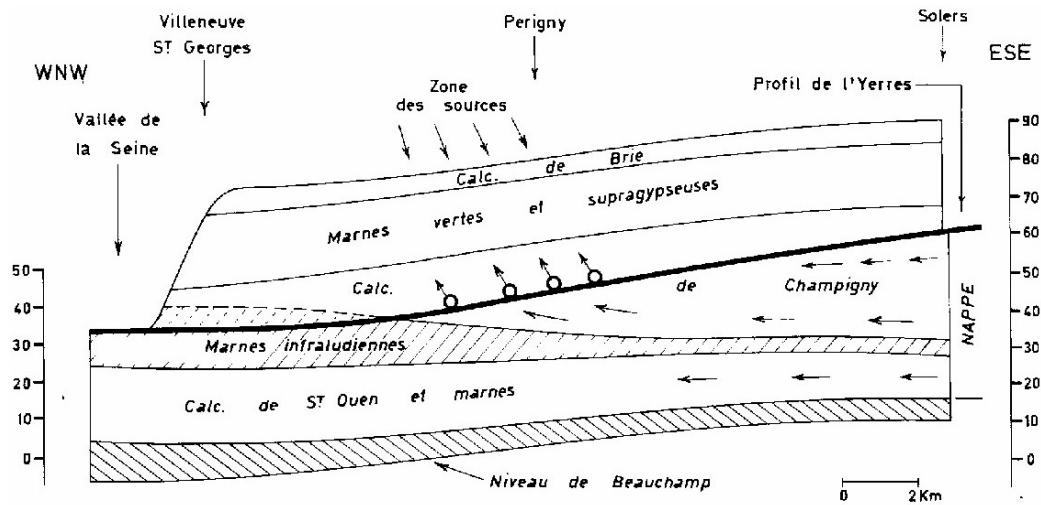


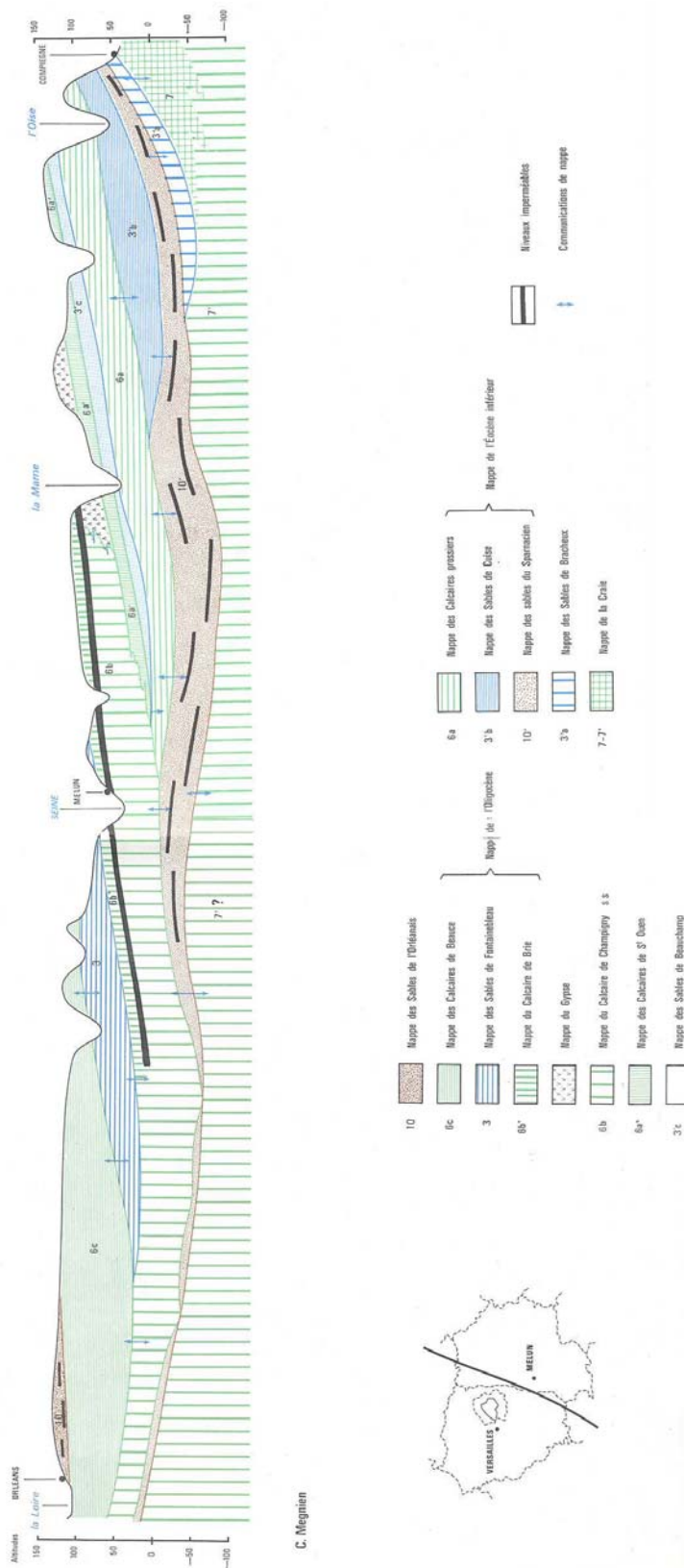
Figure 8 - Coupe hydrogéologique dans le Val-de-Marne : Calcaires de Saint-Ouen, Calcaires de Champigny et Calcaires de Brie, in Mém. BRGM n° 98.

La coupe d'Orléans à Compiègne fait ressortir les grands ensembles géologiques et la position des nappes aquifères du Bassin parisien qui dépassent largement les limites administratives de la région Île-de-France.

La nappe de la craie et les nappes multicouches du Tertiaire sont présentées schématiquement sur la figure 9, mais les particularités topographiques ou géologiques déterminent des zones où s'individualisent des systèmes aquifères locaux, répertoriés dans BASIAS.

Les captages d'alimentation en eau potable (AEP) en exploitation ont été recensés (juin 2004) grâce à la compilation des fichiers SISE-EAU de la Direction générale de la Santé et ceux de la BSS (Banque des Données du Sous-Sol du BRGM). On a retenu le nom de la commune, le lieu d'implantation, les références de BSS et de la base SISEAU, la profondeur de l'ouvrage, la nappe captée, les coordonnées géographiques X et Y en Lambert II étendu.

Les sept captages AEP atteignent la nappe des calcaires de Champigny à une profondeur comprise entre 3 et 40 mètres. Les localisations des installations classées et des captages AEP géoréférencés ont été comparées dans le Val-de-Marne.



C. Meignien

Figure 9 - Coupe hydrogéologique dans le Bassin parisien, d'Orléans à Compiègne. Extrait de l'Atlas des eaux souterraines de la France.

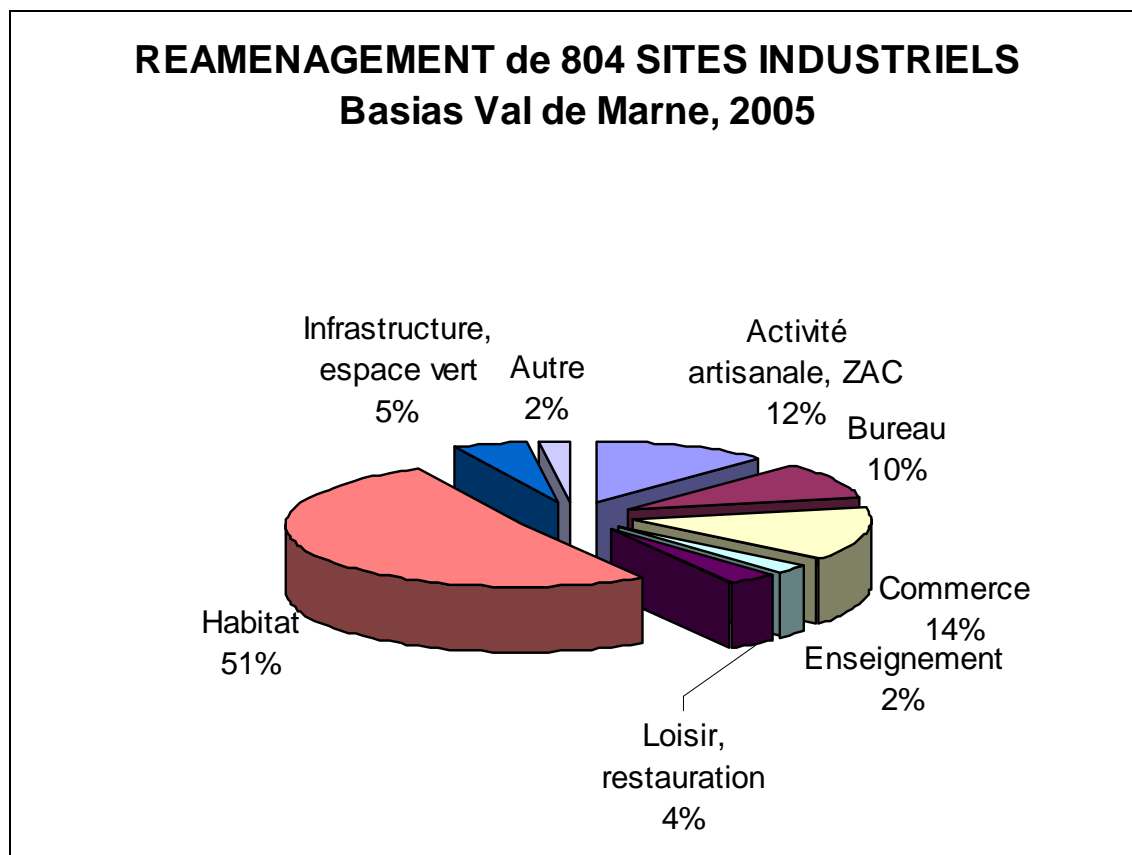


Figure 10 - Types de réaménagement connu sur 804 anciens sites industriels.

## 7. Réaménagement des sites recensés dans le Val-de-Marne

### 7.1. RÉAMÉNAGEMENT CONNU DE 804 ANCIENS SITES INDUSTRIELS

Parmi les 3 697 sites industriels recensés en 2005 dans BASIAS Val-de-Marne, 1 932 sites ont cessé leurs activités. Grâce à l'enquête de la Préfecture et quelques visites de terrain, le réaménagement est connu pour 804 sites, soit 40 % des terrains disponibles. La figure 10 montre les principaux types de réaménagements connus.

Il reste cependant un certain nombre de sites industriels recensés dans BASIAS dont l'état d'activité, et par conséquent l'état de réaménagement ou de friche, n'a pu encore être précisé.

L'urbanisation est prépondérante. Le nombre de sites réoccupés en logement atteint plus de la moitié des réaménagements avec 412 *Habitats* (généralement collectifs). Les commerces correspondent à 14 % des occupations nouvelles et les activités du secteur tertiaire ou artisanal représentent 12 %.

Les autres aménagements concernent les services ou structures nécessaires à la population : les écoles (*Enseignement*), les espaces de loisirs et de culte, les restaurants, les centres de soins.

De nouveaux réseaux ou infrastructures, routes, parkings ou espaces verts, ont été installés sur 5 % des sites à activité terminée.

Dans BASIAS Val-de-Marne, le champ « Type de réaménagement » peut comprendre plusieurs termes successifs (Habitat, commerce, ...). Seule, la première information, jugée la plus importante, a été prise en compte dans la figure 10. Parfois, l'information semble générale car elle dépend non seulement de l'état de connaissance des lieux, mais aussi du vocabulaire du lexique.

Le terme « *Commerce* » peut concerner autant une boutique qu'un hypermarché. De même, une maison individuelle ou des immeubles collectifs peuvent correspondre au terme *Habitat*, *Habitat individuel* ou *Habitat collectif*.

Cependant, des précisions peuvent être apportées par d'autres champs indexés ou non, comme par exemple le champ « Surface » ou bien le champ « Commentaires/Utilisation ».

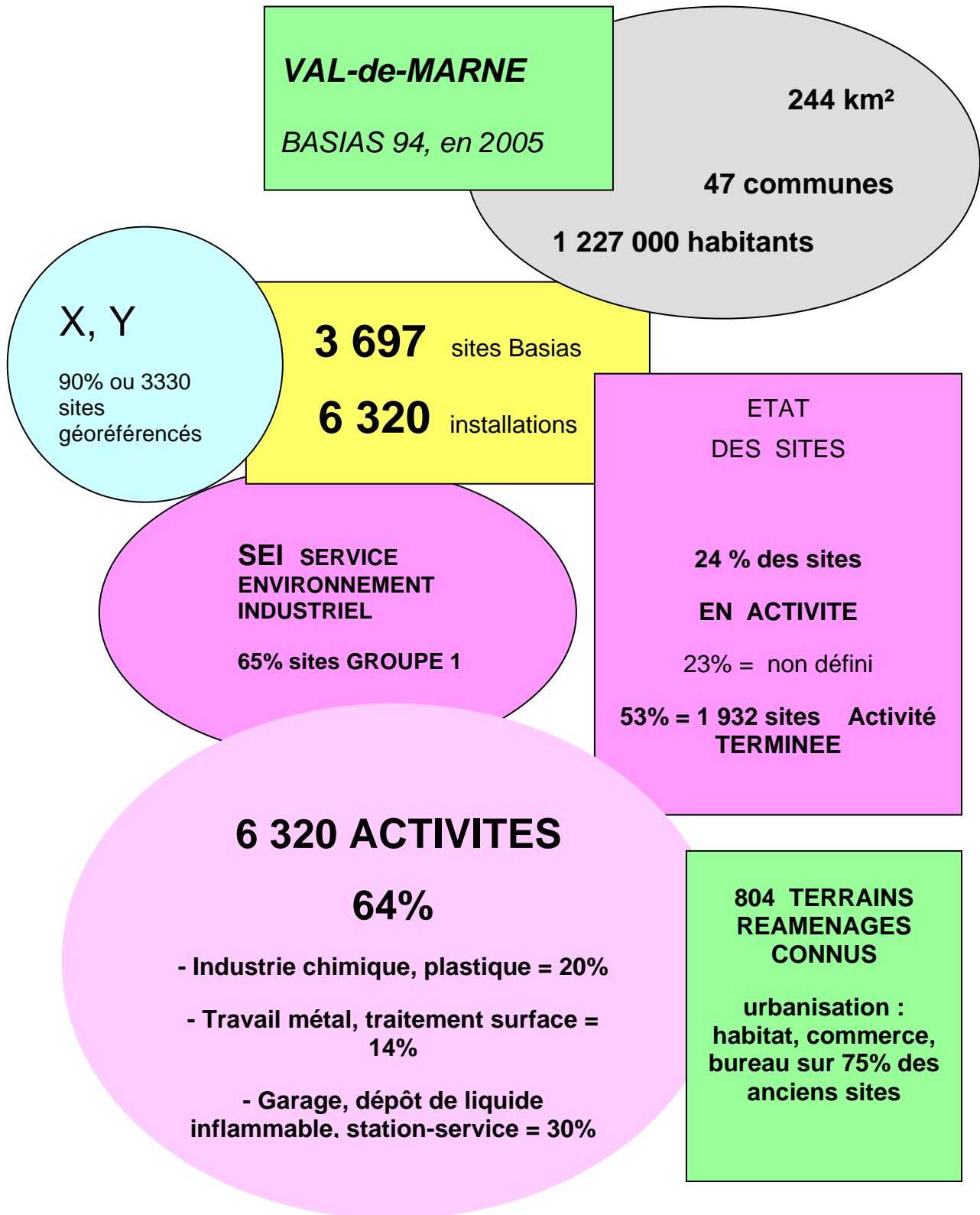


Figure 11 - Principaux chiffres de l'inventaire de sites industriels dans le Val-de-Marne.

## 8. Conclusion

L'inventaire historique des sites industriels et des activités de service du département du Val-de-Marne, réalisé par le BRGM entre 2003 et 2005, confirme l'importance du tissu industriel qui s'y est développé depuis plus d'un siècle.

Toutes les communes possèdent des sites industriels, en activité ou non. Un total de 3 700 sites, correspondant essentiellement aux activités des deux premiers groupes définis par le Service de l'Environnement Industriel, a été recensé dans BASIAS.

Quatre villes - Ivry (623 sites), Vitry (285), Gentilly (257) et Alfortville (147) - concentrent le tiers des sites recensés dans BASIAS. Sept communes regroupent la moitié des sites. Dix-huit communes sur les 47 représentent les trois quarts des sites de l'inventaire.

Sur les 6 320 installations recensées, les trois quarts, composés par l'industrie chimique, des ateliers de travail des métaux, des dépôts de liquides inflammables, des garages, des stations-service utilisent ou fabriquent des produits qui peuvent être nocifs pour l'environnement. Cet inventaire qui recense notamment les anciens sites industriels parfois oubliés, permet d'attirer l'attention sur des activités susceptibles de laisser des traces dans le sol. Cependant, à ce stade d'étude, rien ne préjuge d'une pollution sur les sites inscrits dans BASIAS.

Parmi les 1 932 sites industriels à activité terminée, quarante pour cent des terrains (804) ont été réutilisés et sont actuellement largement (75 %) occupés par des logements, des commerces, des bureaux, ... Dans la Petite couronne de Paris, l'extension du milieu urbain est forte.

Les principaux chiffres de l'inventaire sont affichés dans la figure 11.

Au moment de mettre ces données à la disposition des aménageurs et du public, il faut cependant déjà évoquer les mises à jour qu'il faudrait envisager ; en effet, les informations recueillies restent parfois incomplètes et l'histoire des sites continue à évoluer.

Ainsi, BASIAS est non seulement une mémoire du patrimoine industriel du département du Val-de-Marne, mais aussi un des outils d'aide à la décision à utiliser avant tout projet d'aménagement.



Site Internet <http://basias.brgm.fr>

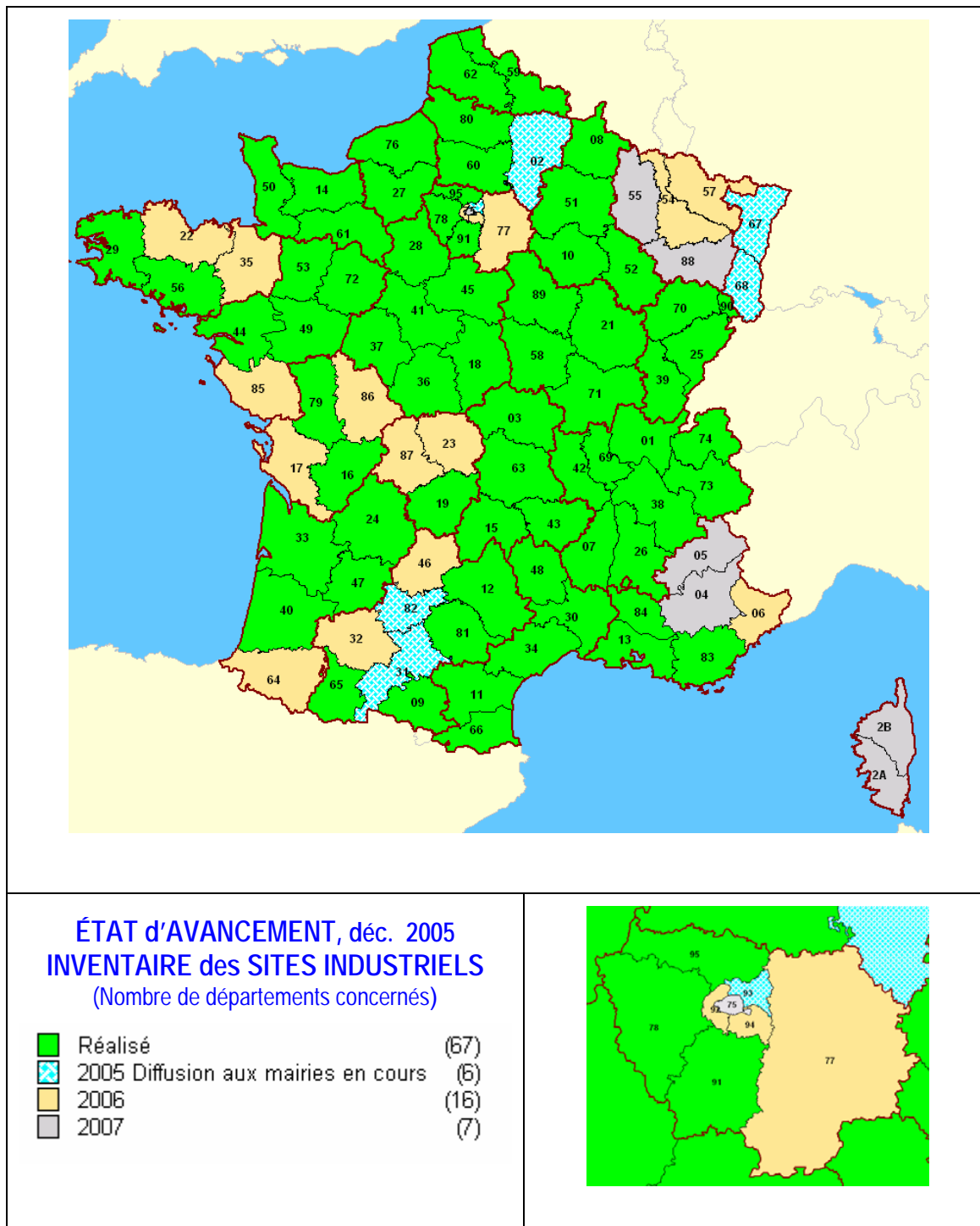


Figure 12 - Départements de France inventoriés dans BASIAS et disponibles sous Internet (<http://basias.brgm.fr>).

## **9. Mise à disposition des données et liste des abréviations utilisées**

Les données récoltées au cours de l'inventaire concernent, pour autant qu'elles figurent dans les dossiers consultés, l'identification et la localisation des sites, les activités exercées, les accidents ou pollutions connus, les éventuelles études réalisées sur le site ainsi que la bibliographie des documents consultés. Le contexte est indiqué ainsi que l'utilisation actuelle ou les projets de réaménagement.

Le nombre important des champs de cette base permet d'enregistrer l'information dans la mesure où elle est trouvée au cours du dépouillement des différentes sources d'information (archives, cartes, enquête...); à défaut, il est exclu, dans cette étape d'inventaire régional, de la rechercher systématiquement pour chaque site.

Conformément aux souhaits du ministère chargé de l'Écologie, tous les résultats de l'inventaire sont à vocation publique et conservés dans la base de référence nationale BASIAS dont la mise en œuvre est confiée au BRGM. Elle est conçue pour être interrogeable tant à l'échelon régional, qu'au niveau national.

### **9.1. CONSULTATION DES DONNÉES : FICHES PAPIER ET INTERNET (<http://basias.brgm.fr>)**

Afin d'informer tout public de l'existence de BASIAS et de permettre la consultation des résultats de l'inventaire, les points suivants ont été retenus : a) fourniture à la préfecture des fiches des sites regroupés par commune, b) fourniture à chaque mairie des fiches papier des sites la concernant, c) information du Président du Conseil général et de la Chambre des notaires.

Ce rapport, public, sera disponible au BRGM et diffusé aux financeurs. Les résultats de l'inventaire sont consultables en préfecture, en mairie, au Service régional Ile-de-France du BRGM et affichés (fig. 12) sur Internet : <http://basias.brgm.fr>.

### **9.2. DIFFUSION DES DONNÉES AUX COFINANCEURS**

À l'issue de l'inventaire, la livraison de l'application informatique BASIAS et des données contenues à cette date, sera faite aux financeurs pour une utilisation qui devra être conforme aux finalités conditionnant la déclaration auprès de la CNIL. Aucune utilisation des données à des fins de démarchage commercial n'est autorisée.

### **9.3. LISTE DES ABRÉVIATIONS**

Les abréviations utilisées sont présentées dans le tableau 5, page suivante.

AD94	Archives Départementales du Val de Marne
ADEME	Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie
AEP	Alimentation en Eau Potable
ANDRA	Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs
AP	Arrêté préfectoral
ASTREE	Base de données d'entreprises. Bureau Van Dijk, Astrée
BASIAS	Base de données d'Anciens Sites Industriels et Activités de Service
BASOL	Base de données des Sols et sites pollués appelant une action des pouvoirs publics
BRGM	Bureau de Recherches Géologiques et Minières
BSS	Banque de données du Sous-Sol
CNAM	Conservatoire National des Arts et Métiers
CNIL	Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés
DDASS	Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales
DDE	Direction Départementale de l'Équipement
DLI	Dépôt de Liquide Inflammable
DREIF	Direction Régionale de l'Équipement d'Ile-de-France
DRIRE	Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
ERE	Enquête Régionale Emploi. INSEE, IAURIF, DRE,
IAURIF	Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Ile de France
ICPE	Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
IGN	Institut Géographique National
MEDD	Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable
NAF	Nomenclature des Activités Française
OGEE	Office Général d'Etudes et d'Éditions
RD	Récépissé de déclaration
SEI	Service Environnement Industriel
STIIIC	Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées

*Tableau 5 - Liste des abréviations.*

## 10. Sites Internet et bibliographie commentée

### 10.1. SITES INTERNET

SITES INTERNET	Adresses
ADEME	<a href="http://www.ademe.fr">http://www.ademe.fr</a>
Agence de l'Eau Seine-Normandie	<a href="http://www.eau-seine-normandie.fr">http://www.eau-seine-normandie.fr</a>
Archives Départementales 94	<a href="http://www.archives94.fr">http://www.archives94.fr</a>
BASIAS	<a href="http://basias.brgm.fr">http://basias.brgm.fr</a>
BASOL	<a href="http://basol.environnement.gouv.fr/">http://basol.environnement.gouv.fr/</a>
BRGM	<a href="http://www.brgm.fr">http://www.brgm.fr</a> <a href="http://www.brgm.fr/Sites_sols_poll/main_content.html">http://www.brgm.fr/Sites_sols_poll/main_content.html</a>
DIREN	<a href="http://diren-idf-eaux-souterraines.brgm.fr">http://diren-idf-eaux-souterraines.brgm.fr</a>
DREIF	<a href="http://www.ile-de-france.equipement.gouv.fr/">http://www.ile-de-france.equipement.gouv.fr/</a>
DRIRE	<a href="http://www.drire.gouv.fr/national/environnement">http://www.drire.gouv.fr/national/environnement</a> <a href="http://www.ile-de-France.drire.gouv.fr">http://www.ile-de-France.drire.gouv.fr</a>
DRIRE, CRCI, CCI, INSEE	<a href="http://www.industrie-iledefrance.org/index.php?page=home">http://www.industrie-iledefrance.org/index.php?page=home</a>
IAURIF	<a href="http://www.iaurif.org">http://www.iaurif.org</a>
INERIS : Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques	<a href="http://aida.ineris.fr">http://aida.ineris.fr</a>
Ministère de l'Écologie et du Développement Durable	<a href="http://www.ecologie.gouv.fr">http://www.ecologie.gouv.fr</a> <a href="http://www.sites-pollues.ecologie.gouv.fr">http://www.sites-pollues.ecologie.gouv.fr</a> <a href="http://www.sites-pollues.ecologie.gouv.fr/ApprochePrincipes.htm">http://www.sites-pollues.ecologie.gouv.fr/ApprochePrincipes.htm</a>
PRODIG	<a href="http://prodig.univ-paris1.fr">http://prodig.univ-paris1.fr</a>
Sites de cartographie	<a href="http://www.e-address.tm.fr">http://www.e-address.tm.fr</a> , <a href="http://www.mappy.fr">http://www.mappy.fr</a> , <a href="http://www.maporama.fr">http://www.maporama.fr</a> <a href="http://www.ratp.fr">http://www.ratp.fr</a>

### 10.2. MÉTHODOLOGIE

Inventaire d'anciens sites industriels et d'activités de service. Guide méthodologique, version 1996 (1997) – ADEME, 163 p.

Notice de l'application informatique BASIAS v.2 sous Access 97 (2001) – Rapport BRGM/RP-51 148-FR.

Suivi des inventaires historiques régionaux des anciens sites industriels – Année 2000 (2001) – Rapport BRGM/RP-50557-FR.

### **10.3. INVENTAIRES DE SITES ET SOLS (POTENTIELLEMENT) POLLUÉS**

BASOL - Recensement des sites et sols pollués (1996) – Ministère de l'environnement et de l'aménagement du territoire, DPPR, SEI. Sur site Internet.

Inventaire de sites industriels dans le département des Yvelines (2001) – Rapport BRGM/RP-50424-FR.

Inventaire de sites industriels dans le département de l'Essonne (2001) – Rapport BRGM/RP-50907-FR.

Inventaire historique de sites industriels du Val-d'Oise (95) en 2004 – (2004) – Rapport final BRGM/RP-53105-FR.

Inventaire des sites industriels de la Seine-et-Marne (77) – État d'avancement en décembre 2003. (2003) – Rapport BRGM/RP-52701-FR.

Inventaire des sites industriels des Hauts-de-Seine (92) – État d'avancement. (2004) – Rapport BRGM/RP-53102-FR.

Inventaire des sites industriels du Val-de-Marne (94) – État d'avancement. (2004) – Rapport BRGM/RP-53103-FR.

Inventaire des sites industriels de la Seine-Saint-Denis (93) – (2004) – Rapport BRGM/RP-53104-FR.

Inventaire des sites industriels de la Seine-et-Marne (77) – État d'avancement. (2004) – Rapport BRGM/RP-53412-FR.

### **10.4. CARTES, ATLAS ET ÉTUDES LOCALES**

Aquifères et eaux souterraines de France - J.C. Roux, coordinateur - 1200 p. 150 photos, 860 figures, BRGM Éditions, 2006. (NB : La coupe du Bassin parisien a été reproduite avec l'aimable autorisation du Comité Français d'Hydrologie et de l'Association Internationale des Hydrogéologues).

Atlas des eaux souterraines de la France (1970) – Éd. BRGM – DATAR

Cadastre réuni du Val-de-Marne, 1800-1973. Cadastre napoléonien : communes de la Seine et de la Seine-et-Oise constituant l'actuel Val-de-Marne. Répertoire méthodique de la sous-série 3 P (2000) – Ed. Conseil général du Val-de-Marne, Créteil. A consulter.

Carte géologique numérique harmonisée de l'Île-de-France à partir des cartes géologiques à 1/50 000 (2004) – Éd. BRGM.

Cartes des Éditions Géographiques Professionnelles (1930-1947) – Une feuille par activité industrielle, rééditée tous les deux ou trois ans. Bibliothèque Nationale, Service des Cartes et Plans, fichier n° 49. (NB : Voir aussi à l'IGN, Saint-Mandé).

Codification des systèmes aquifères du bassin Seine-Normandie, version V1 (2000) - Rapport BRGM/RP-50440-FR.

État des communes à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle (vers 1899) - (NB – Les différents fascicules des monographies, rédigées généralement par l'instituteur de la commune, imprimées ou parfois manuscrites, peuvent citer les activités agricoles ou industrielles. Elles sont disponibles dans les rayons des Usuels des Archives départementales du Val-de-Marne. Éventuellement à consulter).

Maisons-Alfort : le commerce et l'industrie (1996) – Ed. AMAH, Maisons-Alfort Mille Ans d'Histoire, association pour la sauvegarde du patrimoine, Hôtel de Ville, Maisons-Alfort.

Val-de-Marne, le guide complet de ses 47 communes (1989) – Éd. Deslogis-Lacoste, Paris.

## **10.5. OUTILS ET DOCUMENTS UTILISÉS PAR L'IAURIF POUR LE GÉORÉFÉRENCIEMENT DES SITES BASIAS**

Actiguide® Région parisienne. Guide des zones industrielles d'Île-de-France. Les Plans des Zones ; 1998 ; Tome 1 ; Éditions Commedi.

Cadastre (plans).

Fiches d'inventaire BASIAS (2005) des sites du Val-de-Marne, comprenant éventuellement un croquis de localisation ou une photocopie de plan provenant du dépouillement des différentes archives (Dossier BRGM).

Fiches des réponses des mairies à l'enquête de la Préfecture (2005) avec éventuellement un plan (Dossier BRGM).

Paris Grande Banlieue ; Cartes/Plans/Guides ; Atlas ; Blay Foldex.

Plans d'Occupation des Sols.

SIGR : ortho-photo, planches à 1/5 000, scan IGN à 1/25 000 et couches (limites communales, routes, BASOL, rejets industriels, stations-service). Doc. IAURIF.

Sites de cartographie en ligne: <http://www.e-address.tm.fr>, <http://www.mappy.fr>, <http://www.maporama.fr> et <http://www.ratp.fr>



## **Annexe 1**

### **Liste alphabétique des 47 communes du Val-de-Marne et nombre de sites BASIAS**





<b>Nb sites</b>	<b>VAL-DE-MARNE</b>	<b>INSEE</b>
<b>3697</b>		
8	ABLON-SUR-SEINE	94001
190	ALFORTVILLE	94002
86	ARCUEIL	94003
21	BOISSY-SAINT-LEGER	94004
84	BONNEUIL-SUR-MARNE	94011
25	BRY-SUR-MARNE	94015
30	CACHAN	94016
99	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	94017
90	CHARENTON-LE-PONT	94018
30	CHENNEVIERES-SUR-MARNE	94019
53	CHEVILLY-LARUE	94021
129	CHOISY-LE-ROI	94022
99	CRETEIL	94028
72	FONTENAY-SOUS-BOIS	94033
30	FRESNES	94034
257	GENTILLY	94037
39	L'HAY-LES-ROSES	94038
623	IVRY-SUR-SEINE	94041
80	JOINVILLE-LE-PONT	94042
79	LE KREMLIN-BICETRE	94043
48	LIMEIL-BREVANNES	94044
94	MAISONS-ALFORT	94046
7	MANDRES-LES-ROSES	94047
3	MAROLLES-EN-BRIE	94048
81	NOGENT-SUR-MARNE	94052
4	NOISEAU	94053
68	ORLY	94054
17	ORMESSON-SUR-MARNE	94055
11	PERIGNY	94056
27	LE PERREUX-SUR-MARNE	94058
40	LE PLESSIS-TREVISE	94059
12	LA QUEUE-EN-BRIE	94060
72	RUNGIS	94065
26	SAINT-MANDE	94067
157	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	94068
24	SAINT-MAURICE	94069
11	SANTENY	94070
37	SUCY-EN-BRIE	94071
95	THIAIS	94073
24	VALENTON	94074
10	VILLECRESNES	94075
69	VILLEJUIF	94076
66	VILLENEUVE-LE-ROI	94077
60	VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	94078
76	VILLIERS-SUR-MARNE	94079
132	VINCENNES	94080
302	VITRY-SUR-SEINE	94081
3697	<i>total</i>	





**Centre scientifique et technique**  
3, avenue Claude-Guillemain - BP 36009  
45060 – Orléans Cedex 2 – France  
Tél. : 02 38 64 34 34

**Service géologique régional Île-de-France**  
7, rue du Théâtre  
91884 - Massy - France  
Tél. : 01 69 75 10 25